



Fraude et escroquerie intellectuelle : La COP21 ne sauvera pas la Terre

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2015

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Environnement](#)

« L'histoire jugera le résultat non pas sur la base de l'accord d'aujourd'hui, mais sur ce que nous allons faire à partir d'aujourd'hui Les énergies renouvelables doivent être accessibles à chaque personne sur chaque continent »,

Thoriq Ibrahim, ministre de l'Environnement des Maldives

Après 16 jours de débat la COP21 a abouti à un accord diversement apprécié . L'impression générale est qu'il n'ya aucune contrainte La seule certitude est que l'organisation française fut remarquable. Le président de la COP21 a donné un coup de marteau symbolique pour marquer l'officialisation de l'accord sur le climat. Il n'y a pas eu de vote, le consensus étant requis dans le cadre de la Convention climat de l'ONU. Il faut cependant noter que les petits pays n'ont pas été entendus *Greenpeace* a estimé pourtant que le projet marque un « tournant » et relègue les énergies fossiles « du mauvais côté de l'Histoire

Les points clés de l'accord de la COP 21 sur le climat

Il est indéniable que la COP21 profitant de l'avancée de Copenhague en 2009 et des informations sur la responsabilité anthropique jointe à des convulsions climatiques de plus en plus récurrentes a amené les participants à être déterminées à faire quelques chose. Mieux encore des pays comme l'Inde que l'on disait réfractaires ont- politique ambitieuse et opérationnelle en énergies renouvelables de Narendhra Modi - ont nuancé leurs propos à propos des énergies fossiles (charbon dont il dépend à 70%) La mention du seuil de 1,5 °C a surtout une portée symbolique et [politique](#), rester sous le plafond de 1,5°C étant irréaliste en l'état actuel des émissions mondiales de gaz à effet de serre Ce volontarisme est contrebalancé par la faiblesse de l'objectif à long terme de réduction des émissions mondiales. Il est seulement prévu de viser « *un pic des émissions mondiales de gaz à effet de serre dès que possible* ». Des versions antérieures retenaient un objectif de baisse de 40 % à 70 %, ou même de 70 % à 95 %, d'ici à 2050 comme le préconisait le GIEC. Ces mentions, jugées trop contraignantes par certains pays, ont été gommées.

Le texte *passé à travers les gouttes de pluie pour ne fâcher personne et surtout les grands* Il rappelle le principe des « *responsabilités communes mais différenciées* » les efforts doivent être accomplis « *sur la base de l'équité* », et acte que « *les pays développés continuent de montrer la voie en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus* ». Les pays en développement « *devraient continuer d'accroître leurs efforts*

d'atténuation (...) eu égard aux contextes nationaux différents », formulation qui prend donc en compte leur niveau de développement. Enfin, l'accord souligne qu'« *un soutien doit être apporté aux pays en développement* » par les nations économiquement plus avancées.

On remarquera que la formulation ne peut pas être plus vague. Il n'a pas été question dans cette COP21 d'engagement chiffré. Tout ce qui peut gêner est envoyé en annexe Pour rappel les pays du Nord avaient promis à ceux du Sud, en 2009, de mobiliser en leur faveur 100 milliards de dollars par an, d'ici à 2020. Les nations pauvres veulent davantage, après 2020, Le texte entrouvre une porte, en faisant de ces 100 milliards « *un plancher* », qui est donc appelé à être relevé. Si l'accord reconnaît « *la nécessité d'éviter et de réduire au minimum les pertes et dommages associés aux effets négatifs du changement climatique, et d'y remédier, ainsi que le rôle joué par le [développement durable](#) dans la réduction du risque de pertes et dommages* ». La solution serait que les parties « *devraient renforcer la compréhension, l'action et le soutien* » Il exclut toute « *responsabilité ou compensation* » des pays du Nord .

Le texte renvoie ensuite aux calendes grecques tout les 5ans la révision des contribution des Etats. De plus pour entrer en vigueur en 2020, l'accord devra être ratifié, accepté ou approuvé par au moins 55 pays représentant au moins 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Mais, « *à tout moment après un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de l'accord pour un pays* », celui-ci pourra s'en retirer, sur simple notification.

Une petite satisfaction qui n'engage en rien Pour la première fois, le devoir des États à « *respecter, promouvoir et prendre en compte les droits humains mais les Etats ont refusé d'ancrer dans l'accord cette reconnaissance et notamment celle de la sécurité alimentaire.*

[Tristan Vey](#) écrit :

« Un des gros points noirs de l'accord: il n'y a aucun objectif chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est simplement convenu que celles-ci devront atteindre «un pic aussi rapidement que possible . (...) Cette trajectoire est loin d'assurer que le réchauffement ne dépassera pas 2°C. Pour le moment, les réductions d'émissions promises de façon volontaire par 186 Etats conduisent à l'émission de 55 gigatonnes de CO2 en 2030 alors qu'il faudrait atteindre 40 gigatonnes pour rester sous les 2°C. (...) l'article 2 du traité acte le principe de responsabilités et des capacités différentes des Etats résultant de leurs «circonstances nationales différentes». Une formulation jargonneuse qui peut paraître compliquée mais dit en fait quelque chose de très simple: rien n'est figé, le monde évolue. Les 100 milliards de dollars promis aux pays en voie de développement à partir de 2020 ont été retirés du texte de l'accord mais figurent dans une annexe. Cela doit notamment permettre d'éviter un rejet du projet d'accord par le Sénat américain. Les compensations pour les conséquences irréversibles du réchauffement ont été retirés du texte de l'accord mais figurent dans une annexe. Cela doit notamment permettre d'éviter un rejet du projet d'accord par le Sénat américain' (1)

Shall : le mot dont le Sénat américain ne veut à aucun prix

Dans l'accord sur le [climat](#), le mot le plus crucial est sans doute shall [« doivent »]. Car dans ce cadre, shall est juridiquement contraignant », [écrivait dès le 5 décembre The New York Times](#) sur les

négociations de la [COP21](#). (...) Ces cinq lettres, apparues dans la version finale de l'accord, ont affolé l'administration Obama (...) Il était alors écrit que « les pays développés doivent continuer à être en première ligne pour mener à bien des plans nationaux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre ». « Quand j'ai vu ça, j'ai dit : "On ne peut pas faire ça et on ne va pas faire ça." Soit le terme était changé, soit le président et les Etats-Unis ne pourront pas être en mesure de soutenir ce texte », [a raconté le secrétaire d'Etat américain John Kerry à Politico](#) après la ratification de l'accord. (...) Car, la phrase en l'état aurait sans doute conduit le texte à passer devant le Sénat, ce que voulait à tout prix éviter l'administration Obama.(...) Reste que le remplacement du mot a été perçu par certains pays comme un changement significatif justifiant une réouverture des négociations [rapporte ABC](#). Le [Nicaragua](#), farouchement opposé au texte (. □ Pékin a fait largement pression pour que les autres nations valident l'utilisation du « should » à la dernière minute. si les Etats-Unis n'étaient pas partie prenante de l'accord, la Chine ne l'aurait pas non plus signé'.(2)

L'avis des experts

Le climatologue français Jean Jouzel, écrit :

« Ma déception, c'est le pré-2020 C'est essentiel d'agir aussi avant 2020 et il n'y a pas de réelle ambition sur ce point-là. L'accord n'impose pas de révision des engagements actuellement pris par les pays (qui placent le monde sur une trajectoire de trois degrés) avant 2025. Ce sera trop tard pour le 1,5°C et très difficile pour le 2°C. Le seul espoir, c'est qu'il y a une invitation à remonter l'ambition avant 2020, mais c'est une simple invitation... (...) Ce qui a changé fondamentalement, c'est qu'on parlait à Copenhague des solutions mais qu'on ne les entrevoyait pas. Désormais, les renouvelables se sont développés et deviennent compétitifs dans certains pays. Les voitures électriques, dont on souriait parfois, avancent. Il y a un espoir de voir les émissions de CO2 commencer à stagner cette année au niveau mondial, parce que la Chine s'est lancée dans les renouvelables et l'efficacité énergétique. J'espère juste que l'Inde (où les émissions sont en forte croissance) pourra prendre le même chemin que la Chine ».(3)

Dans le même ordre, les mots que la *confédération paysanne* en France ont toutes leurs significations et permettent de situer les enjeux :

« Après deux semaines de projecteurs braqués sur la bonne conscience des chefs d'Etat, la COP 21 s'est achevée sur un accord dont nous savions d'avance qu'il ne contiendrait rien de bon pour les peuples. Rien de contraignant pour les Etats, des contributions nationales qui mènent en fait à un réchauffement supérieur à 3°C, des avancées surtout pour les multinationales... voilà à quoi aura servi ce grand raout essentiellement médiatique. Les Etats savent pourtant se contraindre quand il s'agit de signer des accords de libre-échange qui remettent en cause le fonctionnement démocratique des pays et ne servent que les multinationales ! Encore une fois, il est clair que l'argent fait loi, même face à l'avenir de l'Humanité ». (4)

Business as usual

Dans une contribution parue dans la revue internet *Objectif Terre*, intitulée : COP21, le grand bal de l'hypocrisie. le constat est sévère. Nous lisons :

« Le texte accepté n'a strictement aucun contenu: Pas de « responsabilité ou compensation » des pays du Nord pour préjudices subis par pays en développement. Franchir le pic d'émission de gaz à effet de serre « le plus tôt possible ». Donc aucune date de fixée. Si c'est pas possible avant 2080, et bien le texte le permet. Possibilité pour chaque pays de se retirer de l'accord dès qu'il le désire Les expressions « énergies fossiles » et « énergies renouvelables » ne figurent pas dans le texte. (...)Ce texte n'a pas plus d'intérêt que la promesse de François Hollande de fermer 21 GW de réacteurs nucléaires d'ici 2025: (...) Ce sont des promesses qui ne trompent que les naïfs. Les hollando-royalo-fabiuseries prospèrent sur la naïveté d'autrui. Se fixer des objectifs de façade sans dire comment on va les atteindre est schizophrène» (5)

« Le texte est « hors-sol » comme la bien résumé Geneviève Azam d'Attac. Pour Laurent Pinatel, le porte-parole de la confédération paysanne: « Autosatisfaction sur l'accord « historique ». Image pitoyable d'une mascarade. » Communiqué d'ATTAC: « [Les Etats ne sont pas prêts à enclencher la «révolution climatique» !](#) » Nous sommes parvenu à un degré de décrépitude majeur: il y a des gens qui voient un succès dans la signature de ce texte très médiocre. Face au néant, ces gens essaient de combler par leur imaginaire ce qui n'existe pas, Pour limiter le réchauffement à 1,5°C (selon les hypothèses du GIEC qui sont par ailleurs trop élevées), il faut cesser totalement de consommer à l'échelle mondiale charbon pétrole et gaz dès 2025, énergies qui pèsent aujourd'hui 80% dans le mix mondial. Prétendre que l'on va y parvenir avec le fameux texte de la COP21 relève de l'escroquerie intellectuelle ». (5)

Une Fraude pour James Hansen ancien de la Nasa

James Hansen ancien scientifique de la NASA critique l'accord de Paris. Pour lui il n'y a «aucune action, juste des promesses»

«Beaucoup de conservateurs savent le changement climatique n'est pas un canular», La simple mention des négociations sur le climat à Paris met James Hansen en colère . L'ancien scientifique de la NASA, considéré comme le père de la prise de conscience mondiale du changement climatique, parlant du rassemblement de près de 200 pays, déclare :. « c'est vraiment une fraude » (...) Tant que les combustibles fossiles semblent être de plus en plus utilisés . Selon Hansen, le Jamboree international est inutile, sauf si les émissions de gaz à effet de serre sont imposés à travers des Conseils d'Administration. C'est la seule façon de réduire les émissions assez rapidement pour éviter les pires ravages du changement climatique. Hansen, a de nouveau appelé à un prix pour chaque tonne de carbone concernant les grands émetteurs (il a [suggéré](#) une « taxe » carbone de 15 \$ la tonne qui augmenteraient 10 \$ par année et apporter 600 milliards de \$ US) » (6)

« Un étude publié en juillet, peint un avenir particulièrement sombre pour à peu près tous ceux qui vivent près de la côte. Hansen et ses collègues ont constaté que 16 d'énormes calottes glaciaires de la Terre, comme celles aux Groenland, fondent plus vite que prévu, ce qui signifie que même la limite de réchauffement 2C est « très dangereux ». Le niveau de la mer pourrait bientôt être jusqu'à cinq mètres plus haut qu'il ne l'est aujourd'hui par la dernière partie de ce siècle, à moins que l'effet de serre ne sont pas radicalement sabré, « Plus de la moitié des villes du monde du monde sont à risque», dit Hansen. « Le coût économique d'un scénario de statu quo aux émissions est incalculable. Il deviendra demander si la gouvernance mondiale se décomposera. Vous parlez de centaines de millions de réfugiés climatiques de lieux tels que le Pakistan et la Chine. Nous ne pouvons pas laisser cela se

produire. La civilisation a été mis en place et développé avec une côte très stable et constante » (6)

« Pour Hansen Obama, qui a fait du changement climatique une question clé de son héritage dans sa dernière année de son mandat, a raté l'occasion d'aborder la question. « Nous avons naïvement placé beaucoup d'espoirs qu'Obama, articule les choses, comme Roosevelt avec des conversations au coin du feu pour expliquer au public pourquoi nous avons besoin d'une taxe croissante sur le carbone afin de passer à l'énergie propre,» dit-il. Obama n'en a pas fait une priorité et maintenant il est trop tard pour lui. (...) Beaucoup de conservateurs savent que le changement climatique est pas un canular. Mais ceux course à la présidence sont entravés par le fait qu'ils pensent qu'ils ne peuvent être élus s'ils disent que le changement climatique est réel Ils ne pourraient pas obtenir de financement de leur campagne de la part de de l'industrie pétrolières » (6).

Que peut on dire en définitive ? *business as usual*

La COP 21 s'est terminée sans aucune contrainte sans objectif chiffré et chacun peut quitter l'accord quand il veut. De plus es 2°C relèvent de la mystification quand on sait que l'AIE affirme que le mix mondial d'énergie sera fossile à 80 % en 2030. Ce qu'il y a de nouveau c'est l'appel de d'une coalition rassemblant des dirigeants politiques (François Hollande, Angela Merkel, etc.), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international qui ont « appelé le monde à tarifer les émissions de carbone ». L'accord final « reconnaît le rôle important des incitations à réduire les émissions des activités (économiques) incluant des outils comme des politiques publiques et le prix du carbone ».

On peut s'interroger sur le fait que les pays du Brics et notamment la Chine et l'Inde dont on sait que leur développement dépend à plus de 70% du charbon maitre en pollution s'il en est, n'ait pas réagi. La seule explication c'est qu'il n'y ait pas de contrainte ni de chiffres. C'est un accord diplomatique, tout le monde y a trouvé son compte et le fait que la France ait pu organiser cette COP 21 ce qui est exceptionnel dans des conditions dramatiques a du certainement jouer. Les délégations ont du recevoir instruction pour ne pas paraître comme des empêcheurs de tourner en rond.

Cet accord, qui entrera en vigueur en 2020, doit permettre de réorienter l'économie mondiale vers un modèle à bas carbone. Une telle révolution implique un abandon progressif des ressources fossiles (charbon, pétrole, gaz), qui dominant largement la production énergétique mondiale, un essor des énergies renouvelables, d'immenses économies d'énergies ou encore une protection accrue des forêts. L'accord consacre l'importance de donner un prix au carbone pour stimuler les investissements dans les énergies propres.

De ce fait il y a un unanimité à désigner du doigt les rentiers de l'OPEP et on peut parier que tout sera fait pour démolir définitivement la rente pétrolière et gazière par le recours massif aux énergies vertes renouvelables. Cela se voit dans les transports avec les véhicules hybrides voire de plus en plus électriques et même des véhicules à hydrogène où le produit de la combustion est de l'eau potable comme l'a montré une publicité où le conducteur mettant un gobelet à la sortie du pot d'échappement a savouré cette eau...Il faut faire confiance à la science . Cela ne veut pas dire que nous n'aurons plus besoin de pétrole et de gaz naturel ; car comme le dit si bien cheikh Zaki Yamani ancien ministre du pétrole du roi Fayçal : « l'âge de pierre ne s'est pas arrêté avec la disparition de pierre ». Les hydrocarbures concurrencés par l'électricité verte seront des variables d'ajustement et

leur prix sera maintenu artificiellement bas. En souffriront les rentiers qui au lieu de se jeter dans la mêlée technologique de l'intelligence préféreront invoquer la fatalité

C'est tout le challenge que l'Algérie doit faire. Affronter la réalité des changements climatiques et de l'abandon progressif à l'échelle mondiale des énergies Fossiles. Nous ne devons plus vendre du pétrole mais des produits pétrochimiques et des carburants en misant sur la production d'électricité renouvelables nous devons acquérir graduellement des véhicules hybrides et électriques. L'électricité devra être disponible pour alimenter les véhicules (mise en place de centaines de bornes électriques) et à terme chez les particuliers qui peuvent recharger les batteries la nuit. Mieux encore pourquoi ne pas faire comme dans certains pays alimenter les voitures en sirghaz ou GNV à partir de bornes domestiques . Cela rendrait disponibles graduellement les carburants pour l'exportation tarissant graduellement les hémorragies aux frontières dont il n'est pas utile d'en signaler les dégâts sans proposer de solutions réalistes qui font appel à l'intelligence. Nous n'avons pas le choix, le pétrole sera de plus en plus mal vu et bradé. Changeons totalement de vision ; C'est cela la transition énergétique vers un Développement Humain Durable que j'appelle de mes vœux depuis plus de vingt ans

En définitive, cette grande kermesse organisée dans des conditions difficiles qui frisent l'exploit avec ce que la France a connu, reste avant tout, une victoire diplomatique pour la France. Car dans le fond la COP 21 ne sauvera pas la Terre et rien de nouveau sous le soleil. Il ne restera aux insulaires que les yeux pour pleurer... *Business as usual* dit on

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1.<http://www.lefigaro.fr/sciences/2015/12/12/01008-20151212ARTFIG00107-cop21-ce-que-disent-les-points-cles-du-texte-final-de-l-accord.php>

2.http://www.lemonde.fr/cop21/article/2015/12/13/cop21-les-six-lettres-qui-ont-sauve-l-accord-sur-le-climat_4830715_4527432.html#Tq26ZilQPRMV4Cq4.99

3.<http://www.goodplanet.info/actualite /2015/12/12/un-accord-ambitieux-pour-le-climat-mais-un-manque-de-moyens-selon-jean-jouzel/#sthash.NpmoK25n.dpuf>

4.<http://www.mondialisation.ca/climat-cop-21-clap-de-fin-sur-une-mascarade/5495435>

5.Olivier Danielou Le grand bal des hypocrites Objectif Terre 12 12 2015

6. [Oliver Milman](#)

http://www.theguardian.com/environment/2015/dec/12/james-hansen-climate-change-paris-talks-fraud?CMP=Share_iOSApp_Other

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca